

Turquie-Kurdes : Les incidents continuent en Turquie après l'interdiction du parti parlementaire kurde

mardi 15 décembre 2009, par [Sophie Shihab](#)

Istanbul, correspondance

En Turquie, l'heure est à nouveau aux violentes manifestations de jeunes Kurdes, avec répression et arrestations par dizaines : trois jours après la dissolution, le 11 décembre, par la Cour constitutionnelle, du seul parti parlementaire pro-kurde, le Parti de la société démocratique (DTP), on pourrait croire anéanties les récentes avancées sur cette question cruciale pour l'avenir du pays.

Certes, Ankara refusait toujours de négocier cet avenir avec la guérilla du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), parti « terroriste » selon la Turquie, l'Union européenne et les Etats-Unis. Quant au DTP, dissous pour liens avec le PKK, ce n'est jamais que la sixième fois qu'il se voit interdit, renaissant à chaque fois sous un nouveau nom et avec de nouveaux chefs.

Mais le pouvoir turc, en partie par envie d'adhérer à l'Union européenne (UE), a fini par vouloir trouver une issue pacifique à ce conflit vieux d'un quart de siècle. Les choses s'étaient précipitées cette année, sous la pression d'Américains soucieux d'évacuer l'Irak dans un contexte kurde stabilisé.

Pourtant, les vieux démons semblent de retour. Dimanche, dans un quartier populaire du centre d'Istanbul, des affrontements ont opposé de jeunes Kurdes, lanceurs de pierres et d'engins incendiaires, à des habitants du quartier armés de couteaux, de bâtons, voire d'armes à feu, selon l'AFP. Il y a eu des coups de feu et au moins un blessé par balle, avant que la police anti-émeute n'intervienne.

Une semaine plus tôt, des scènes semblables ont eu lieu sur la côte égéenne. La Cour constitutionnelle avait alors annoncé qu'elle se saisissait d'une vieille demande de dissolution du DTP, qui avait lancé des manifestations dans tout le pays : il protestait contre les conditions de détention d'Abdullah Ocalan, fondateur du PKK arrêté il y a dix ans, toujours adulé par ses partisans.

Les autorités, elles, disent avoir, au contraire, mis fin à son isolement total, quitte à réduire de « quelques centimètres carrés » sa nouvelle cellule... Un manifestant est alors tué par balle. Le lendemain, sept soldats sont tués dans une embuscade. Emotion énorme dans le pays. Le président du DTP, Ahmet Türk, dénonce une « provocation ». Mais le PKK finit par revendiquer l'attaque... la veille du jour prévu pour le verdict sur le DTP. Dès lors, sa dissolution ne surprend guère. Alors que les manifestations repartent de plus belle.

MENACE SUR L'UNITÉ DU PAYS

La Cour a statué contre le DTP à l'unanimité de ses onze membres, alors qu'en 2008, seuls six d'entre eux avaient voulu dissoudre l'AKP (le parti ex-islamiste Justice et développement, au pouvoir depuis 2002) pour atteintes à la laïcité. Le président de la Cour, qui a lu et défendu le verdict, est un dignitaire de l'AKP. Signe que ce parti a perdu l'intérêt qu'il avait à défendre son « ouverture démocratique », proposée formellement en novembre à la communauté kurde pour tenter de la soustraire à l'emprise du PKK.

Mais cette initiative avait déjà perdu de sa popularité. Le PKK avait rejeté d'avance cette tentative de «

liquidation ». Le DTP s'était trouvé contraint de suivre, « déplorant » la timidité des offres gouvernementales, limitées de fait à des mesures surtout symboliques.

Pour autant, les partis d'opposition, laïque et nationaliste, ont hurlé à la trahison et à la menace sur l'unité du pays, parvenant à troubler l'opinion. Il reste que l'interdiction d'activité politique pour cinq ans n'a touché que 37 membres du DTP, dont ses deux coprésidents, des députés pourtant modérés. Elle n'a pas visé les maires, ni les 19 députés restants, qui pourraient reformer un groupe parlementaire. Eventualité qu'ils ont exclue en annonçant qu'ils « cessaient de participer au Parlement ».

Mais leur menace de démission paraît impraticable, car elle suppose un accord du Parlement, dont l'AKP ne voudrait pas. Des associations professionnelles kurdes, comme les commentateurs turcs libéraux, ont émis l'espoir qu'un nouveau parti kurde, réellement indépendant cette fois du PKK, puisse enfin voir le jour. Espoir, jusque-là, vain.

Le « discours d'adieu » d'Ahmet Türk, vétéran de la résistance passé par la prison turque et que Barack Obama a rencontré lors de son passage à Istanbul, a été plus empreint que jamais d'accents pacifistes, avec promesse de continuer la « lutte démocratique ».

Sophie Shihab

Sources

Source : Le Monde, le 14.12.09